

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU — PAYS GRENAOIS —



Artassenx - Bascons - Bordères et Lamensans - Castandet - Cazères sur l'Adour - Grenade sur l'Adour
Larrivière Saint Savin - Le Vignau - Lussagnet - Maurrin - Saint Maurice sur l'Adour

REGLEMENT DE LA TAXE DE SEJOUR SUR LE TERRITOIRE COMMUNAUTAIRE DU PAYS GRENAOIS 1^{er} janvier 2022

Définition de la taxe de séjour

La taxe de séjour est établie sur les personnes qui ne sont pas domiciliées dans la commune et n'y possèdent pas une résidence à raison de laquelle sont redevables de la taxe d'habitation (art. L2333-29 et 2333-40 du CGCT)

Affectation du produit

Conformément à l'article L. 2333-27 du CGCT, le produit de la taxe de séjour est entièrement affecté à des dépenses destinées à favoriser la fréquentation et le développement touristique du territoire qui instaure la taxe de séjour.

Période de perception de la taxe de séjour

Conformément à l'article L. 2339-29 du CGCT, l'organe délibérant dispose du libre choix pour déterminer la période de recouvrement de la taxe.

La CCPG a décidé que la taxe sera perçue du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

Régime d'institution et assiette

La présente taxe de séjour est instituée au régime au réel, pour l'ensemble des hébergements du territoire communautaire. Le montant de la taxe au réel est égal au tarif qui lui est applicable en fonction du classement de l'hébergement multiplié par le nombre de nuitées correspondant à son séjour.

Les natures des hébergements visés sont les suivantes :

- Palaces ;
- Hôtels de tourisme ;
- Résidences de tourisme ;
- Meublés de tourisme ;
- Villages de vacances ;
- Chambres d'hôtes ;
- Les emplacements dans les aires de camping-cars et les parcs de stationnement touristique ;
- Les terrains de campings, les terrains de caravanage ainsi que tout autre terrain d'hébergement de plein air.

Exonérations

Depuis le 01/01/2015, les exonérations de la taxe de séjour concernent :

- Les personnes mineures de moins de 18 ans ;
- Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier dans la Communauté de Communes ;
- Les personnes bénéficiant d'un logement d'urgence ou d'un relogement temporaire ;
- Les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant que le Conseil communautaire détermine.

Taxe additionnelle à la taxe de séjour

Cette taxe est établie et recouvrée selon les mêmes modalités que la taxe de séjour. La collectivité doit recouvrer la taxe additionnelle pour le compte du département et lui reverser le produit à la fin de chaque période de perception. Le Conseil Départemental des Landes a par délibération en date du 11 janvier 1984, institué une taxe additionnelle de 10 % à la taxe de séjour.

Tarifs de la taxe de séjour

En application de l'article D. 2333-455 du CGCT, les tarifs varient entre 0,20 € et 4 € par personne et par nuitée selon la catégorie et le type d'hébergement.

La CCPG décide d'appliquer les tarifs suivants :

Nature des hébergements	Tarifs
Palaces	2,00 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles.	1,05 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles.	1,05 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles.	0,83 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles.	0,55 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile ; villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes..	0,40 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 & 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures.	0,28 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 & 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes.	0,22 €

Le taux de 5% est appliqué au coût par personne de la nuitée dans les hébergements en attente de classement ou sans classement.

Le montant journalier minimum à partir duquel les personnes occupant les locaux sont assujetties à la taxe de séjour est fixé à 15 €.

Obligations des logeurs

Le logeur a obligation d'afficher les tarifs de la taxe de séjour et de les faire figurer sur la facture remise au client, distinctement de ses propres prestations. Le logeur a obligation de percevoir la taxe de séjour et de la reverser à la date prévue par la collectivité.

Le logeur a pour obligation de tenir un état appelé « registre du logeur ». Sur cet état doivent notamment figurer : l'adresse du logement, le nombre de personnes ayant logé, le nombre de nuitées constatées, le montant de la taxe perçue, les motifs d'exonération de la taxe, le cas échéant.

Obligations de la collectivité

L'Office de Tourisme doit s'engager à communiquer aux hébergeurs tous les renseignements nécessaires : tarifs, exonérations, modèle d'état récapitulatif à transmettre à l'appui du reversement. Il doit également tenir un état relatif à l'emploi de la taxe de séjour. Il s'agit d'une annexe au compte administratif, retraçant l'affectation du produit pendant l'exercice considéré. L'état doit être tenu à la disposition du public et doit figurer en annexe du compte administratif.

Déclaration et date limite de paiement

Les déclarations par les hébergeurs et les reversements à la collectivité s'effectuent selon le calendrier ci-dessous :

Période	Date limite de déclaration	Date limite de reversement
1 ^{er} trimestre : 1 ^{er} janvier au 31 mars	10 avril	30 avril

2 ^{ème} trimestre : 1 ^{er} avril au 30 juin	10 juillet	31 juillet
3 ^{ème} trimestre : 1 ^{er} juillet au 30 septembre	10 octobre	31 octobre
4 ^{ème} trimestre : 1 ^{er} octobre au 31 décembre	10 janvier	31 janvier

Le logeur devra remettre avant le 10 du mois suivant chaque période le « registre du logeur » complété, daté et signé.

Le logeur recevra un titre de paiement du TRESOR PUBLIC auquel il fera son règlement avant le 31 du mois suivant chaque période.

Infractions et sanction prévues

CODE GENERAL DES COLLECTIVITES

- **Article L2333-38** (Modifié par LOI n°2014-1654 du 29 décembre 2014 - art. 67)

En cas de défaut de déclaration, d'absence ou de retard de paiement de la taxe collectée, le Président adresse aux logeurs, aux hôteliers, aux propriétaires et aux intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33 ainsi qu'aux professionnels mentionnés au II de l'article L. 2333-34 une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Faute de régularisation dans le délai de trente jours suivant la notification de cette mise en demeure, un avis de taxation d'office (*capacité totale d'accueil multipliée par le tarif de la taxe de séjour applicable sur la totalité des nuitées de la période concernée*) motivé est communiqué au déclarant défaillant trente jours au moins avant la mise en recouvrement de l'imposition. Tout retard dans le versement du produit de la taxe donne lieu à l'application d'un intérêt égal à 0,75 % par mois de retard.

Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.

- **Article R2333-54** (Modifié par DÉCRET n°2015-970 du 31 juillet 2015 - art. 1)

Sont punis des peines d'amende prévues pour les contraventions de la quatrième classe :

1° Le fait, pour les logeurs, hôteliers, propriétaires, intermédiaires et professionnels mentionnés à l'article L. 2333-34, de ne pas avoir produit l'état prévu à l'article R. 2333-51 ou de ne pas l'avoir produit dans les délais et conditions prescrits à l'article R. 2333-52 ;

2° Le fait, pour les logeurs, hôteliers, propriétaires, intermédiaires et professionnels mentionnés à l'article L. 2333-34, de ne pas avoir respecté l'une des prescriptions relatives à la tenue de l'état prévu à l'article R. 2333-51 ;

3° Le fait, pour les logeurs, hôteliers, propriétaires, intermédiaires et professionnels mentionnés à l'article L. 2333-34, de ne pas avoir perçu la taxe de séjour sur un assujetti ;

4° Le fait, pour les logeurs, hôteliers, propriétaires, intermédiaires et professionnels mentionnés à l'article L. 2333-34, de ne pas avoir reversé le montant de la taxe de séjour due dans les conditions et délais prescrits par cet article.

Chaque manquement à l'une des obligations prévues du 1° au 4° donne lieu à une infraction distincte.

Fait à Grenade sur l'Adour, le 1^{er} février 2021.

Le Président
Jean-Luc LAFENETRE



